

CONVENTION

VILLE DE BRUXELLES—VISIT.BRUSSELS ASBL

Entre :

La Ville de Bruxelles

représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent
Madame Delphine HOUBA, Echevine du Tourisme et
Monsieur Luc SYMOENS, Secrétaire de la Ville,
en exécution d'une décision du Conseil communal du
ci-après dénommée « La Ville ».

Et :

L'asbl Visit.Brussels (n° d'entreprise 600.885.207) dont le siège social est situé
Rue royale 2-4
1000 Bruxelles
représentée par son Directeur général, Monsieur Patrick BONTINCK, ci-après dénommée « le
bénéficiaire », conformément aux statuts de l'asbl.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Visit.Brussels est l'agence de communication du tourisme et de la culture de la Région de Bruxelles-Capitale. Dans ce cadre, elle pilote de « plan de relance » lancé par la Région Bruxelles-Capitale afin de :

1. Fournir un cadre commun pour Visit.Brussels et les acteurs des secteurs du tourisme et de la culture;
2. Travailler avec l'ensemble des partenaires ;
3. Identifier les besoins du secteur et apporter l'aide par les moyens disponibles ;
4. Tenir une réflexion sur les opportunités et les opérations à moyen et à long terme.

En effet, la crise sanitaire liée au coronavirus a entraîné un arrêt complet des activités touristiques et culturelles en Belgique et en Europe suite aux mesures prises dans chaque pays. Ces secteurs sont pourtant à l'origine de nombreux emplois directs et indirects et contribuent largement au développement de la Région de Bruxelles-Capitale au niveau social et économique ainsi qu'à son positionnement international.

Tenant compte de l'impact sur les secteurs touristiques et culturels (hôtellerie, musées, événements, centre de congrès, guides touristiques...), Visit.Brussels a entrepris une série de consultations avec les acteurs et partenaires de ces secteurs afin de préparer un plan de relance via une action coordonnée et conforme à leurs besoins prioritaires.

Les consultations ont été organisées autour de cinq publics cibles : les associations internationales, le secteur des réunions (meetings industry), les publics nationaux et internationaux B2C, le secteur loisir B2B et le public bruxellois. Une coopération existe également entre Visit.Brussels et hub.brussels.

Ainsi, il est mentionné dans ce plan de relance, à l'article 14.7, que l'asbl prévoit « la Création d'une œuvre street art en hommage au personnel soignant et à l'ensemble des métiers qui ont dû travailler pendant la crise. »

Depuis 2012, la Ville de Bruxelles développe un parcours Street Art afin de « valoriser la scène de l'art urbain, émergente et professionnelle, bruxelloise, belge et internationale, à travers de l'art mural dans un premier temps et d'autres supports ensuite. » Depuis 2012, plus de 150 œuvres ont vu le jour pour être ainsi intégrées au PARCOURS de la Ville de Bruxelles qui en a confié depuis la gestion et le développement à l'asbl Brufête.

La Ville de Bruxelles et Visit.Brussels décident de s'associer, au travers de la présente convention de coopération publique (ci-après la « Convention »), pour la création d'une œuvre originale qui rend hommage au personnel soignant et à l'ensemble des métiers qui ont dû travailler pendant la crise.

Dans le cadre de la présente Convention, les Parties souhaitent définir les modalités de la création et de la réalisation de cette fresque prévue à l'automne 2020.

La présente Convention de coopération publique est conclue sans mise en concurrence préalable conformément à l'art. 31 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics sachant que :

- La ville de Bruxelles et Visit.Brussels travailleront en l'occurrence, en synergie mutuelle, sur base d'un objectif commun, à savoir : la création et la réalisation d'une fresque qui sera accessible au public, gratuitement, tout en facilitant l'accès à la culture et à l'art, ce qui s'intègre dans les missions de service public qui sont respectivement les leurs.
- Aucun transfert financier ne sera opéré entre les Parties, à l'exception de celui qui interviendra entre la Ville de Bruxelles et Visit.Brussels, et indemnisera la Ville de Bruxelles à concurrence d'un montant forfaitaire (20.000 EUR HTVA) des sommes qui auront été versées par elle à des tiers (fournisseurs de biens ou de services en lien direct avec la réalisation de l'objectif commun précité) sur la base du budget commun d'organisation convenu entre les parties pour l'édition 2020 qui, à l'évidence, représente bien moins que 20% du chiffre d'affaires total moyen des trois dernières années de chacune des deux parties s'associant au travers de la présente coopération publique.

Les Parties travaillent donc dans un intérêt général et commun.

ARTICLE 1 : OBJET

La Convention a pour objectif de régler les modalités et la responsabilité des Parties quant à leur coopération dans la création et la réalisation de la fresque.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE BRUXELLES

La Ville de Bruxelles s'engage à :

- Engager un artiste en accord avec Visit.Brussels pour la conception et la réalisation de ladite fresque ;
- Régler les demandes de permis d'urbanismes et autres autorisations nécessaires à la bonne réalisation de l'œuvre ;
- Fournir les infrastructures techniques à l'artiste afin de réaliser l'œuvre.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE VISIT.BRUSSELS

Visit.Brussels s'engage à :

- Apporter à la Ville de Bruxelles la somme de 20.000 euros HTVA qui sera versée sur le compte de la Ville selon les modalités suivantes : les déclarations de créance devront être adressées de manière électronique à invoice@Visit.Brussels avec en copie p.opdebeeck@Visit.Brussels. Le paiement sera effectué dans un délai de 60 jours fin de mois, à compter de la date à laquelle Visit.Brussels sera en possession de la déclaration de créance régulièrement établie ainsi que des autres documents éventuellement exigés.

Le paiement d'une déclaration de créance est conditionné à son acceptation par Visit.Brussels. Seuls les services exécutés de manière correcte pouvant être facturés. Il est expressément entendu qu'à l'issue de l'inauguration de la fresque, la Ville et Visit.Brussels feront le bilan de leurs engagements respectifs.

ARTICLE 4: DIVERS

4.1 L'éventuelle nullité qui entacherait, en tout ou en partie, l'une ou l'autre disposition de la Convention n'entraînerait pas la nullité de l'ensemble de la disposition partiellement valable ni celle des autres dispositions de la Convention.

Les Parties s'engagent à déployer tous leurs efforts en vue de remplacer la disposition nulle par une disposition valable et conforme qui, eu égard aux limites économiques, juridiques et commerciales, permet d'atteindre les mêmes objectifs que celle qui a été déclarée nulle.

4.2 La Convention constitue l'intégralité des accords entre Parties. Elle prime dès lors sur tout accord préalable intervenu entre Parties par écrit ou verbalement.

4.3 La présente Convention est conclue sous la condition résolatoire de la suspension et/ou de l'annulation par l'autorité de tutelle, dont dépend la Ville, de la délibération du Conseil communal approuvant la présentée convention.

ARTICLE 5: CONFIDENTIALITE

Chacune des Parties s'engage à conserver la confidentialité de toutes les informations et données qui lui seraient communiquées par l'autre Partie dans le cadre de la présente Convention.

Les Parties se réservent le droit de réclamer à l'autre la réparation de tout préjudice résultant du non-respect, par l'autre Partie ou toute autre personne agissant pour son compte, de la confidentialité des données précitées. Cette clause conserve effet à l'expiration de la Convention.

ARTICLE 6: DUREE

La Convention entre en vigueur à la date de sa signature par les deux Parties et se termine à l'inauguration de la fresque prévue en automne 2020.

ARTICLE 7: RESILIATION ANTICIPEE

Sans préjudice d'éventuels dommages et intérêts, la Convention peut être résiliée de plein droit par l'une des Parties en cas d'inexécution par l'autre d'une ou plusieurs des obligations. Cette résiliation ne devient effective que 15 jours après l'envoi par la partie plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai la partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

ARTICLE 8: LOI APPLICABLE ET ARBITRAGE

8.1 La Convention est soumise au droit belge.

8.2 Les Parties s'efforceront de résoudre à l'amiable tout litige auquel la présente Convention pourrait donner lieu, concernant notamment sa validité, son interprétation, son exécution ou sa résiliation. A défaut, tout litige découlant ou relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente Convention, et qui ne pourrait être réglé à l'amiable par les Parties, sera tranché par un tribunal arbitral composé d'un arbitre. L'arbitre sera désigné (i) par consentement mutuel des Parties dans les 10 (dix) jours qui suivent le début de la procédure (ii) ou par le CEPANI (le Centre belge d'arbitrage et de médiation) en cas d'absence de désignation par consentement mutuel à l'issue du délai de 10 (dix) jours précité. L'arbitre statuera conformément au droit belge. Les frais de l'arbitrage et d'expertise seront à charge de la partie perdante,

et en cas de difficulté d'application, répartis entre les parties dans la proportion qui sera arbitrée par l'arbitre.

Fait à Bruxelles, le

En deux exemplaires originaux, chacune des parties retenant le sien

Pour la ville,

Delphine HOUBA
Echevine du Tourisme

Luc SYMOENS
Secrétaire de la Ville

Pour l'association,

Patrick BONTINCK
Directeur général

VERTALING

OVEREENKOMST

STAD BRUSSEL – VISIT.BRUSSELS vzw

Tussen :

De Stad Brussel,

vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, in wiens naam optreden
mevrouw Delphine HOUBA, Schepen van Toerisme en
de heer Luc SYMOENS, Stadsecretaris,
in uitvoering van de beslissing van de Gemeenteraad van
hierna genoemd "de Stad"

En :

De vzw Visit.Brussels (ondernemingsnr. 600.885.207), waarvan de hoofdzetel gevestigd is
Koningsstraat 2-4
1000 Brussel
vertegenwoordigd door de algemeen directeur, de heer Patrick BONTINCK, hierna genoemd 'de
begunstigde', overeenkomstig de statuten van de vzw, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op.

WORDT VOORAF HET VOLGENDE BEPAALD:

Visit.Brussels is het communicatiebureau voor toerisme en cultuur van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.
In deze context leidt Visit.Brussels het 'herstelplan' dat door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is
gelanceerd om :

1. een gemeenschappelijk kader te bieden voor Visit.Brussels en de actoren uit de toeristische en culturele
sector;
2. samen te werken met alle partners;
3. de behoeften van de sector in kaart te brengen en hulp te bieden met de beschikbare middelen;
4. na te denken over de opportuniteiten en de acties op de middellange en lange termijn.

De gezondheidscrisis in verband met het coronavirus heeft immers tot een volledige stopzetting van de
toeristische en culturele activiteiten in België en Europa geleid als gevolg van de maatregelen die in elk land
werden genomen. Deze sectoren bieden echter rechtstreeks en onrechtstreeks werk aan heel wat mensen.
Bovendien dragen ze in belangrijke mate bij tot de sociale en economische ontwikkeling en de
internationale positionering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Gezien de impact op de toeristische en culturele sector (hotels, musea, evenementen, congrescentra,
toeristische gidsen, ...), heeft Visit.Brussels een reeks raadplegingen gehouden met actoren en partners uit
deze sectoren om een herstelplan op te stellen door middel van een gecoördineerde actie in
overeenstemming met hun prioritaire behoeften.

Het overleg werd georganiseerd rond vijf doelgroepen: internationale verenigingen, de congres- en
vergaderbranche (meetings industry), nationale en internationale b2c-doelgroepen, de b2b-vrijetijdssector
en het Brusselse publiek. Er is ook samenwerking tussen visit.brussels en hub.brussels.

Zo wordt in dit herstelplan, in artikel 14.7, vermeld dat de vzw voorziet in "de creatie van een streetartwerk
als eerbetoon aan het verplegend personeel en alle beroepsgroepen die tijdens de crisis moesten werken".

Sinds 2012 werkt de Stad Brussel een Street Art Parcours uit met het oog op "de valorisatie van de opkomende en professionele Brusselse, Belgische en internationale scene van stedelijke kunst, in eerste instantie door middel van muurschilderingen en vervolgens door middel van andere media". Sinds 2012 werden meer dan 150 kunstwerken gecreëerd en geïntegreerd in het PARCOURS van de Stad Brussel, die sindsdien het beheer en de ontwikkeling ervan heeft toevertrouwd aan de vzw Brufête.

De Stad Brussel en Visit.Brussels beslissen om door middel van deze overeenkomst voor openbare samenwerking (hierna de 'overeenkomst') hun krachten te bundelen met het oog op de creatie van een origineel werk als eerbetoon aan het verplegend personeel en alle beroepsgroepen die tijdens de crisis moesten werken

In het kader van deze overeenkomst willen de partijen de modaliteiten vaststellen voor de creatie en de realisatie van dit fresco, dat gepland is voor het najaar van 2020.

Deze overeenkomst voor openbare samenwerking wordt gesloten zonder voorafgaande oproep tot mededinging in overeenstemming met artikel 31 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, en wel om de volgende reden:

- De Stad Brussel en Visit.Brussels zullen in dit geval in onderlinge synergie samenwerken op basis van een gemeenschappelijke doelstelling, namelijk de creatie en realisatie van een fresco dat gratis toegankelijk zal zijn voor het publiek, waarbij ze de toegang tot cultuur en kunst vergemakkelijken, wat deel uitmaakt van hun respectieve taken van openbare dienstverlening.
- Er zal geen financiële overdracht plaatsvinden tussen de partijen, met uitzondering van de overdracht tussen de Stad Brussel en Visit.Brussels, waarbij de Stad Brussel zal worden vergoed ten belope van een forfaitair bedrag (20.000 euro excl. btw) voor de bedragen die zij aan derden (leveranciers van goederen of diensten die rechtstreeks verband houden met de verwezenlijking van bovengenoemde gemeenschappelijke doelstelling) betaald zal hebben op basis van het tussen de partijen overeengekomen gezamenlijke organisatiebudget voor de editie 2020. Dat zal duidelijk minder dan 20% bedragen van de gemiddelde totale omzet van de voorbije drie jaar van elk van beide partijen die via deze openbare samenwerking de handen in elkaar geslagen hebben.

De partijen werken dus in een algemeen en gemeenschappelijk belang.

BIJGEVOLG WORDT HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

ARTIKEL 1: DOEL VAN DE OVEREENKOMST

Deze overeenkomst heeft tot doel de modaliteiten en de verantwoordelijkheid van de partijen met betrekking tot hun samenwerking bij de creatie en de realisatie van het fresco te regelen.

ARTIKEL 2: VERPLICHTINGEN VAN DE STAD BRUSSEL

De Stad Brussel verbindt zich ertoe om:

- een kunstenaar aan te trekken in overleg met Visit.Brussels voor het ontwerp en de realisatie van het genoemde fresco;
- de aanvragen tot stedenbouwkundige en andere vergunningen die nodig zijn voor de goede realisatie van het werk te regelen;
- te zorgen voor de technische infrastructuur voor de kunstenaar om het werk te realiseren.

ARTIKEL 3: VERBINTENISSEN VAN VISIT.BRUSSELS

Visit.Brussels verbindt zich ertoe om:

- op de rekening van de Stad Brussel een bedrag van 20.000 euro excl. btw over te maken volgens de volgende modaliteiten: de schuldvorderingen moeten elektronisch worden verstuurd naar invoice@Visit.Brussels met in kopie p.opdebeeck@Visit.Brussels. De betaling zal gebeuren binnen zestig dagen na het einde van de maand, te rekenen vanaf de datum waarop Visit.Brussels in het bezit is van de regelmatig opgestelde schuldvordering en de andere documenten waar eventueel om verzocht zou worden.

De betaling van een schuldvordering is onderworpen aan de aanvaarding ervan door Visit.Brussels. Alleen correct uitgevoerde diensten mogen worden gefactureerd. Er wordt uitdrukkelijk overeengekomen dat na afloop van de inhuldiging van het fresco de Stad en Visit.Brussels de balans zullen opmaken van hun respectieve verbintenissen.

ARTIKEL 4: VARIA

4.1 Als een bepaling van de overeenkomst geheel of gedeeltelijk nietig zou blijken, heeft dit niet de nietigheid van de gedeeltelijk geldige bepaling of de nietigheid van de overige bepalingen van de overeenkomst tot gevolg.

De partijen verbinden zich ertoe om alles in het werk te stellen om de ongeldige bepaling door een geldige en conforme bepaling te vervangen die, rekening houdend met de economische, juridische en commerciële beperkingen, dezelfde doelstellingen nastreeft als de ongeldig verklaarde bepaling.

4.2 De overeenkomst omvat het volledige akkoord tussen de partijen. Ze heeft bijgevolg voorrang op elk eerder schriftelijk of mondeling akkoord tussen de partijen.

4.3 Deze overeenkomst wordt afgesloten onder de ontbindende voorwaarde van de beëindiging en/of nietigverklaring van de beslissing van de Gemeenteraad die deze overeenkomst goedkeurt door de toezichthoudende overheid, waarvan de stad afhankelijk is.

ARTIKEL 5: VERTROUWELIJKHEID

Iedere partij verbindt zich ertoe alle informatie en gegevens die haar door de andere partij in het kader van deze overeenkomst meegedeeld worden, vertrouwelijk te behandelen.

De partijen behouden zich het recht voor om van de andere partij schadevergoeding te eisen voor alle eventuele schade die zou voortvloeien uit de niet-naleving van de vertrouwelijkheid van voornoemde gegevens door de andere partij of een andere persoon die namens haar optreedt. Deze clausule blijft ook na afloop van de overeenkomst van kracht.

ARTIKEL 6: DUUR

De overeenkomst treedt in werking op de datum van ondertekening door beide partijen en eindigt bij de inhuldiging van het fresco, gepland in het najaar van 2020.

ARTIKEL 7: VROEGTIJDIGE BEËINDIGING

Onverminderd eventuele schadevergoedingen kan de overeenkomst van rechtswege door iedere partij worden beëindigd in geval van niet-nakoming door de andere partij van één of meerdere van haar verplichtingen. Deze opzegging wordt pas van kracht vijftien dagen nadat de klagende partij een aangetekende brief met ontvangstbevestiging heeft verstuurd waarin de redenen voor de klacht worden

uiteengezet, tenzij de in gebreke blijvende partij binnen deze termijn aan haar verplichtingen voldaan zou hebben of het bewijs van een belemmering door overmacht geleverd zou hebben.

ARTIKEL 8: TOEPASSELIJK RECHT EN ARBITRAGE

8.1 De overeenkomst is onderworpen aan het Belgische recht.

8.2 De partijen stellen alles in het werk om elk geschil waartoe deze overeenkomst aanleiding zou kunnen geven met betrekking tot haar geldigheid, interpretatie, uitvoering of beëindiging, in der minne te regelen. Bij ontstentenis hiervan wordt elk geschil dat voortvloeit uit of verband houdt met de interpretatie of de uitvoering van deze overeenkomst en dat niet in der minne kan worden geregeld door de partijen, beslecht door een scheidsgerecht dat uit één scheidsrechter bestaat. De scheidsrechter in kwestie zal worden benoemd (i) met wederzijds goedvinden van de partijen binnen 10 (tien) dagen na het begin van de procedure, of (ii) door CEPANI (het Belgisch centrum voor arbitrage en mediatie) bij gebrek aan benoeming met wederzijds goedvinden op het einde van de voormelde termijn van 10 (tien) dagen. De scheidsrechter doet uitspraak in overeenstemming met het Belgische recht. De kosten van de arbitrage en de expertise zullen worden gedragen door de verliezende partij. Bij toepassingsmoeilijkheden zullen deze kosten echter over de partijen worden verdeeld in de verhouding die door de scheidsrechter bepaald zal worden.

Opgesteld in Brussel,

In twee exemplaren, elk van de partijen het zijne.

Voor de Stad,

Delphine HOUBA
Schepen van Toerisme

Luc SYMOENS
Stadsecretaris

Voor de vereniging,

Patrick BONTINCK
Algemeen directeur